

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément ADER
BP 177
51685 REIMS CEDEX 2

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RV NORD EST

CHE DES BEUTIERES
ECOPOLE DE LA COTE PLATE RD 14
51300 HUIRON

Références : SM3 AD/SL/IG D3i 2022-343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté CHE DES BEUTIERES ECOPOLE DE LA COTE PLATE RD 14 51300 HUIRON. L'inspection a été annoncée le 21/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu en réaction à un départ de feu survenu le 18/04/2022 dans le massif de déchet en exploitation dans la subdivision S19, signalé à l'inspection des installations classées de la DREAL le 19/04/2022 et à qui l'exploitant a envoyé le compte rendu de la situation d'urgence le 21/04/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- CHE DES BEUTIERES ECOPOLE DE LA COTE PLATE RD 14 51300 HUIRON
- Code AIOT dans GUN : 0005702843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société SUEZ RV NORD EST est autorisée à exploiter des installations de stockage de déchets non dangereux, sur le territoire de la commune de la Huiron (51) pour une capacité de déchets autorisés de 100 000 t/an et 700 t/j. Les intrants sont des déchets ultimes non dangereux provenant principalement du secteur industriel et des départements 51, 52, 10, 55, 57, 54 et 88.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclaration de l'incendie à l'inspection des installations classées
- Le fonctionnement général du site
- Les moyens de lutte contre l'incendie
- La gestion des eaux d'extinction d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Déclaration de l'incendie à l'inspection des installations classées	Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 2.5.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Origine de l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 1.2.3 et 7.5.1	/	Sans objet
Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 7.2.2	/	Sans objet
Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 7.5.4	/	Sans objet
Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 7.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a constaté aucune non conformité sur les points contrôlés à la suite de l'incendie du 18/04/2022. L'origine du départ de feu reste non identifiée, les procédures d'alerte et d'intervention ont été mises en place par l'exploitant et les conséquences sur l'environnement sont limitées (surface de feu limitée à 50m², membrane étanche préservée et eaux d'extinction d'incendie qui seront traitées comme des lixiviats).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration de l'incendie à l'inspection des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'articles L.181-3 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant n'a pas déclaré le départ d'incendie à l'inspection des installations classées le jour même (18/04/22) mais le lendemain (19/04/22).
Observations : A l'avenir, l'exploitant devra prévenir l'inspection des installation classées le jour même de l'accident ou de l'incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale